

Si nous pouvons réduire les frais au point que l'acheteur est encouragé à rembourser rapidement son hypothèque, il obtiendra sa maison pour \$77,000 au bout de 10 ans et économisera \$123,000; voilà qui serait également avantageux pour nous, car les fonds rouleraient beaucoup plus rapidement et accroîtraient la rapidité de circulation des capitaux, ce qui entraînerait une baisse des taux d'intérêt.

Si nous manquons de capitaux pour acheter ce que nous désirons aujourd'hui, nous pouvons l'obtenir de deux façons: ou bien en mettant davantage de côté, ou en intensifiant la vitesse de roulement du capital. Tripler la vitesse de roulement du capital équivaut à tripler la masse monétaire, ce qui entraîne une diminution des taux d'intérêt. Si les ministériels ne comptent personne dans leurs rangs pour leur expliquer comment faire, je puis leur dire que bien des députés de ce côté-ci sauraient le faire. Nous regrettons seulement de devoir continuer à former l'opposition pendant encore quatre ans, à attendre que ces gens sans scrupules, prêts à souscrire à n'importe quelle idée pour gagner des élections, prennent les mesures qui s'imposent pour aider les Canadiens.

**Des voix:** Bravo!

**M. Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain):** Le troisième front de cette offensive contre l'inflation a trait à la masse monétaire, et ce point a été abordé par le député de York-Simcoe (M. Stevens). Je ne m'appliquerai pas encore une fois à vous donner les chiffres exacts à la décimale près, je me contenterai de vous donner les chiffres approximatifs.

Sous le gouvernement de M. Pearson, la masse monétaire est passée de 13 milliards de dollars qu'elle était sous le gouvernement précédent à 18 milliards, et l'inflation a enregistré une hausse de 1½ à 3 p. 100. Sous le gouvernement actuel, la masse monétaire a atteint 65 milliards de dollars et a été maintenue à ce plafond au cours des derniers mois. Comme tout démontre la corrélation entre l'accroissement de la masse monétaire et l'aggravation de l'inflation, les ministériels doivent sûrement se rendre compte qu'il incombe aux élus du peuple de donner des instructions à la Banque du Canada.

Nous avons manifestement besoin d'une formule fondée sur le produit national brut afin que la croissance légitime ne soit pas compromise par un manque d'argent, mais nous avons aussi besoin d'une formule qui, contrairement à toutes les formules utilisées par la Banque du Canada depuis trente ans, tienne compte de la rapidité du flux monétaire.

Ce n'est pas le genre de question qui se discute en détail à la Chambre des communes, mais c'est le genre de chose qu'un gouvernement responsable devrait exiger de la Banque du Canada, c'est-à-dire qu'il devrait lui demander de cesser d'inonder le pays d'argent et de hausser les taux d'intérêt en même temps. Il faut une politique positive de la masse monétaire. Cela n'a pas autant d'influence qu'on le croit, mais c'est une condition nécessaire.

Le quatrième élément de ce programme positif est le coût des terrains. Les citoyens n'ont pas à chercher beaucoup plus loin qu'à vingt ou trente milles des villes pour savoir d'où vient l'inflation. Si on se reporte à 1955, on constate que, dans les environs de Montréal, de Toronto et de Vancouver, la valeur des terrains était à peu près la même que vingt ans auparavant, mais depuis ce temps, la hausse des prix des terrains dépasse tout entendement. C'est cela qui a fait monter le prix des maisons, même avant que l'inflation ne touche les coûts de la construction.

#### *Anti-inflation—Loi*

Disons que dans la région de Toronto, la maison du travailleur moyen coûtait \$19,000 en 1974, juste au début de la montée du prix des terrains. En 1974, le coût moyen était de \$57,000, ce qui représente environ une augmentation de 300 p. 100 en dix ans. Depuis ce temps, d'autres villes ont fait concurrence à Toronto à cet égard.

Si le gouvernement veut faire quelque chose pour réduire les frais les plus accablants pour les citoyens, il devrait d'abord prendre tous les programmes qui relèvent de la loi sur la SCHL, de la loi nationale sur l'habitation et des autres statuts, et intervenir au niveau de l'intérêt, pas demain mais aujourd'hui. A cause de ce qui s'est produit ces 10 ou 15 dernières années, le fléau de l'inflation par les coûts ravagera notre économie pendant bien des années à venir. Il faut y mettre un frein, y remédier, et les provinces doivent nous y aider. Si nous voulons aider les citoyens à réduire leurs frais de base, nous devons nous attaquer à ce problème.

Le cinquième point du programme est délicat et l'un de ceux auxquels le NPD s'intéresse. Aujourd'hui il est de mode de dire au Canada que le grand coupable de l'inflation, c'est le travailleur; je n'accepte pas ce jugement. Le prix des terrains étant à la hausse, le travailleur doit gagner plus d'argent; il n'a pas le choix, il est forcé d'aller trouver ses chefs syndicaux et de leur dire: «Écoutez: nous ne voulons pas d'une augmentation de 30c. l'heure; nous voulons \$1.30 pour nous rattrapper.» A tout prendre, le travailleur n'est pas la cause principale majeure de l'inflation. Il se situe au cinquième rang.

En essayant de se rattraper, les travailleurs faisaient comme tout le monde. Ce qui n'allait évidemment pas, c'est que, après avoir signé un contrat de deux ans leur permettant de combler l'écart, les travailleurs étaient de nouveau en arrière. Des chefs syndicaux brillants se sont mis à dire: «Appuyez-moi et c'est vous qui prendrez l'avance». Ainsi, on a voulu non seulement rattraper mais aussi prendre l'avance et en ce sens, à l'instar des Canadiens en général, je juge les chefs syndicaux responsables de la situation.

S'ils faisaient cela, c'est parce que les dépenses gouvernementales, l'impôt, le prix des terrains, les taux d'intérêt et tout le reste augmentent. La main-d'œuvre n'est pas le seul facteur inflationniste. Nous le savons tous et je m'oppose très vivement à ce que l'on essaie de rejeter la faute sur un seul groupe. Nous ne pouvons pas accuser un seul groupe, les grosses sociétés ni les travailleurs, d'essayer de prendre de l'avance au lieu de se contenter de rattraper le retard. Je précise également que nous ne réussirons pas à résoudre ce problème, à mon sens, en nous opposant à un groupe, qu'il soit patronal ou syndical.

Il faut se rendre compte que notre méthode de négociation collective, qui aboutit au conflit, coûte cher au travailleur, à l'employeur et au consommateur. Tout le monde en souffre.

● (1810)

Au cours de l'automne de 1974, nous avons eu un débat à la Chambre au sujet des grèves sur la côte ouest. Pourquoi n'a-t-on pas fait la même chose cette année? Il a semblé y avoir grève sur grève sur la côte ouest, puis la situation s'est calmée. J'en connais la raison et j'espère que tout le pays la connaît. Les travailleurs et les administrateurs en ont eu assez là-bas de perdre de l'argent à cause de grèves et de conflits incessants. Ils essaient de trouver un moyen de s'en sortir. Le meilleur moyen réside dans la productivité, dont les bénéfices sont partagés entre le travailleur et l'employeur, sans nuire pour autant au consommateur. La